RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CERTIFICAT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE RÉVISION COMPTABLE

SESSION DE MARS 2018

**ÉPREUVE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
ET DROIT DES AFFAIRES**

Durée : 3 heures - Coefficient : 1

Le sujet se présente sous la forme de deux parties indépendantes :

<i>Première partie :</i>	<i>10 points</i>	<i>Page 2</i>
--------------------------	------------------	---------------

<i>Seconde partie :</i>	<i>10 points</i>	<i>Page 4</i>
-------------------------	------------------	---------------

Notes :

-
1. *Aucun document n'est autorisé.*
 2. *Matériel autorisé : une calculatrice de poche à fonctionnement autonome, sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel.*
 3. *Le sujet comporte 5 pages (y compris la page de garde).*
 4. *Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.*
-

Première partie (10 points)

M. Ali, cadre technico-commercial, a perdu son emploi en juin 2015, au moment où l'entreprise de bâtiment qui l'employait a cessé son activité et a été mise en liquidation sévèrement touchée par la crise qui sévit dans ce secteur.

Persuadé que ses compétences professionnelles lui permettront de fonder et de diriger sa propre société, M. Ali réalise les études et engage les démarches nécessaires à la mise au point de ce projet. Les premiers calculs font apparaître que 160 000 dinars seront nécessaires pour la concrétisation du projet. Pour sa part, il ne peut envisager qu'un apport de 20 000 dinars environ. Il souhaite, toutefois, réaliser un montage financier qui lui permettrait d'être majoritaire, car il estime être le seul à pouvoir diriger efficacement l'entreprise à créer.

Il contacte M. Mohamed, PDG de la « **SA Matériel et Construction** », en vue de l'intéresser à ce projet. M. Mohamed, d'abord hésitant, accepte de s'associer avec M. Ali lorsque ce dernier lui indique, lors d'une visite des locaux occupés par l'ancienne entreprise mise en liquidation, qu'il est, en fait, le propriétaire des bâtiments visités et qu'il compte évidemment implanter sa nouvelle société dans ces lieux. Le PDG de la « **SA Matériel et Construction** » accepte d'apporter à la nouvelle société un concours en capital de 75 000 dinars et un crédit personnel à M. Ali de 30 000 dinars, non matérialisé par aucun écrit, qui sera remboursé sur les bénéfices futurs. M. Ali décide, alors pour trouver les fonds qui lui manquaient pour assurer sa majorité, soit 35 000 dinars, il demande à sa mère de lui prêter la dite somme avec la promesse de la lui rendre très rapidement. La maman donne son accord.

Le 15 novembre 2015, la « **SARL AM Bâtiments** » est constituée avec un capital de 160 000 Dinars. M. Ali est nommé gérant. La date de clôture des exercices est fixée au 31 décembre.

Début décembre 2015, la « **SARL AM Bâtiments** » achète du matériel d'occasion à la société « **SA Matériel et Construction** », d'une valeur de 100 000 dinars. Afin de ne pas entamer trop largement les disponibilités de la société « **AM Bâtiments** », M. Ali, le gérant, envisage de financer à 100% cet achat avec le concours d'un établissement financier. A cette fin, et sur les conseils de M. Salah, représentant de cet établissement financier, la société « **SA Matériel et Construction** » établit une facture pro-forma de 150 000 dinars à la société « **SARL AM Bâtiments** ». L'établissement financier finançant l'acquisition à 70% verse 105 000 dinars à la société « **SARL AM Bâtiments** », moyennant la caution solidaire de la société « **SA Matériel et Construction** », au 10 décembre 2015. Un mois plus tard, la société « **SA Matériel et Construction** » adresse un avoir de 45 000 dinars à la société « **SARL AM Bâtiments** ». L'avoir a été comptabilisé comme un produit de l'exercice 2016.

Le 20 décembre 2016, les fonds prêtés par la maman lui sont remboursés par la SARL selon un chèque bancaire comptabilisé comme rémunération d'intermédiaires parmi

les autres charges d'exploitation. Le crédit personnel accordé à M. Ali de 30 000 dinars semble avoir été oublié et n'a jamais été réclamé par M. Mohamed.

La société « **SARL AM Bâtiments** » évalue ses travaux en cours en ajoutant aux déboursés un coefficient de 15% qui couvre l'ensemble des autres charges. L'exercice 2015 se termine avec un léger bénéfice. Cependant, pour l'exercice 2016, la SARL réalise un bénéfice de 300 000 dinars environ qui a été distribué intégralement aux associés en 2017.

Début mai 2017, MM. Ali et Mohamed décident de transformer la SARL en société anonyme. Des parts sociales ont été cédées à 5 personnes qui acceptent de figurer dans la société comme actionnaires, dont deux feront partie du conseil d'administration aux côtés de M. Ali qui en est devenu le PDG, et de la société « **SA Matériel et Construction** » dont M. Mohamed est le représentant permanent.

Pour réaliser la transformation, un expert comptable, M. Yassine est nommé afin d'établir le rapport prévu par la loi sur la situation de la société. Ce dernier fait remarquer qu'un commissaire aux comptes devrait être déjà nommé. M. Ali, lui promet de régulariser cette situation en le désignant commissaire aux comptes dès la transformation en société anonyme. M. Yassine, ne fait plus aucune allusion à ce problème et estime dans son rapport établi, sur la base du bilan de 2016, que la situation de la SARL est régulière.

L'assemblée générale extraordinaire de transformation a lieu le 31 mai 2017 et la société « **SARL AM Bâtiments** » devient la « **SA AM Bâtiments** ».

M. Mohamed, satisfait de la qualité des prestations de la « **SA AM Bâtiments** », décide de lui confier la construction des locaux industriels que sa société « **SA Matériel et Construction** » compte édifier. Le marché s'élève à 1 million de dinars dont 100 000 restent dus au 30 septembre 2017. Furieux d'apprendre fortuitement que M. Ali n'a jamais été propriétaire des bâtiments qui abritent la société, comme il l'avait, pourtant, indiqué aux premiers contacts, il fait trainer en longueur le règlement de cette dette de 100 000 dinars qu'il finit par régler la veille de la clôture de l'exercice, par une traite acceptée à 90 jours.

L'exercice 2017, moins bon que prévu, se traduit par une légère perte. Néanmoins, l'activité ayant beaucoup diminué, le comptable de la société estime que le nouveau coefficient sur « déboursés » devrait être au moins de 25% pour équilibrer le résultat, ce qui permet de majorer le stock à concurrence de la dite somme.

Dès le début de l'année 2018, et suite à la défaillance d'un client important et en raison de la conjoncture économique difficile, les actionnaires décident la dissolution et la désignation de M. Mohamed en qualité de liquidateur. Ce dernier, pour sauver sa caution, décide de racheter lui-même à sa valeur comptable, le matériel d'occasion que lui avait acheté en 2015 la « **SARL AM Bâtiments** ».

TRAVAIL A FAIRE :

Il vous est demandé de relever les différentes infractions pénales, éventuellement, commises. Précisez leurs éléments constitutifs et désigner les présumés auteurs ainsi que les peines qui pourraient leur être applicables.

Seconde partie (10 points)

La Société Tunisienne d'Aquaculture de Poissons « STAP » est une SARL au capital de 3.000.000 dinars composé de 300.000 parts sociales, constituée depuis 2006. Son activité aquacole d'élevage de poissons nécessite l'obtention de crédits bancaires à long et moyen terme de 4.700.000 dinars remboursables sur 7 ans, ainsi que des crédits de gestion pour le financement de son fonds de roulement pour 3.000.000 dinars.

La « STAP » ainsi endettée et accumulant des déficits de plus en plus importants, a été admise dans un premier temps au bénéfice du règlement amiable, puis acquise en bloc, début 2014 en application de la loi sur les procédures collectives, par la STRI société de transport international SARL, dont le capital est de 1.500.000 dinars composé de 150.000 parts sociales.

Le capital de la « STRI » est détenu par Mr Mohamed à hauteur de 70% et le reliquat est détenu à parts égales par sa femme et ses deux enfants. Cette acquisition a été effectuée pour 1.000.000 DT, soit la valeur nette de ses capitaux propres actualisée, au 31 décembre 2013.

Les nouveaux acquéreurs décident en 2016 de procéder à une extension de l'activité, conformément au schéma d'investissement et de financement suivant agréé par l'Agence de Promotion des Investissements Agricole (APIA) : (En Millions de dinars)

Emplois	Montant	Ressources	Montant
Investissements	1910	Promoteur	800
Financement du BFR	1890	Augmentation du capital SICAR	3 000
Total emplois	3 800	Total Ressources	3 800

La « STAP » a fait appel fin 2016, à Mr Jaques, expert comptable français installé à Hammamet spécialisé dans le secteur d'activité, pour l'assister à l'élaboration et le visa d'un business plan futur sur 5 ans, ainsi qu'à la recherche des fonds pour le financement du projet d'extension.

La « STAP » a commencé, début 2017, par réaliser une première augmentation de son capital social par apport en numéraire, effectué par son gérant promoteur pour le montant prévu au schéma de financement.

Constatant que la « STAP » n'a jamais réalisé un inventaire physique de ses immobilisations, les SICAR's ont exigé, préalablement à toute nouvelle augmentation du capital, la réalisation d'un inventaire physique des immobilisations. La STAP a fait appel à Mr Jaques pour l'assister à l'inventaire physique de ses immobilisations, leur codification et leur rapprochement avec les comptes d'immobilisations. Outre le rapport d'assistance, il a émis un rapport d'audit de la rubrique « immobilisations », ce qui a permis à la « STAP » de mettre en conformité les tableaux d'amortissement avec l'inventaire physique au 31 décembre 2016. Suite à cette mise en conformité, et le 30/6/2017, la « STAP » a réalisé la seconde augmentation du capital réservée aux SICAR sans prime d'émission, conformément au schéma de financement.

Le commissaire aux comptes de la « STAP » depuis sa création Mr Khaled a toujours évité de présenter un rapport lors de chaque augmentation du capital, il considère qu'il y'a une solution légale qui permet de réaliser ces augmentations sans rapport du commissaire aux comptes. Cette attitude lui a coûté le non renouvellement du mandat. En effet, Mr Moncef, commissaire aux comptes de la « STRI » pour les exercices 2016, 2017 et 2018, a été désigné commissaire aux comptes de la « STAP » pour les exercices 2018, 2019 et 2020 en remplacement de Mr Khaled.

En outre, bénéficiant de la confiance des dirigeants, Mr Jaques a été désigné commissaire aux comptes, pour les exercices 2017, 2018 et 2019, de la Société Commerciale de Poissons « SCOP », société filiale de la « STAP » à concurrence de 70% de son capital, spécialisée dans la commercialisation des produits de la « STAP » et leur revente sur le marché de gros et aux grandes surfaces.

L'examen des comptes de l'exercice 2017 permet de faire les constatations suivantes :

- a. La SCOP agissant sur le marché de gros et disposant de liquidités oisives, prête à son Gérant et dirigeant de la STAP ainsi qu'à la STAP, chaque fois qu'ils en avaient besoin. Les soldes des comptes courants s'élèvent, au 31 décembre 2017 respectivement à 50.000 dinars et 500.000 dinars ;
- b. La SCOP a un endettement envers son principal fournisseur, la « STAP », s'élevant à 1.300.000 dinars ;
- c. La SCOP importait des produits, pour le compte de la « STAP », le solde du compte client atteignait 1.400.000 dinars ;
- d. La SCOP a décidé, lors de son assemblée générale réunie en 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016, de distribuer des dividendes ;
- e. Le Gérant de la SCOP et dirigeant de la STAP a décidé de racheter la participation de la STAP dans le capital de la SCOP à sa valeur nominale.

Travail à faire :

1. *Préciser les conditions et modalités, prévues par la loi sur les procédures collectives en vigueur, qui sont à l'origine de la cession de la « STAP » ?*
2. *Préciser la solution légale ainsi que les modalités de réalisation de la seconde augmentation du capital en l'absence d'un rapport du commissaire aux comptes ?*
3. *Se prononcer sur les désignations des commissaires aux comptes en précisant la validité de l'activité exercée par Mr Jacques en Tunisie, sachant qu'il est titulaire*

d'une attestation de dépôt de déclaration auprès de l'A.P.I pour l'exercice de l'activité de Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion ?.

4. *Indépendamment de la validité de leur désignation, présenter, au titre de l'exercice 2017 les diligences éventuelles à accomplir par chacun des commissaires aux comptes des sociétés STRI, STAP et SCOP et le contenu éventuel de leurs rapports présentés en application des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales ?*

Corrigé Partie 1 : épreuve de droit des affaires.

Les différentes infractions pénales commises.

A- Les délits commis au moment de la constitution de la société.

- 1- Le délit de fausse déclaration relative à la libération des parts sociales :**
- 2- Le délit de simulation de souscription ou de versement**

L'auteur de l'infraction : M.Ali

L'élément légal : l'article 146 CSC , l'alinéa 2 de l'article 186 CSC

L'élément matériel : l'infraction consiste d'avoir maquillé dans les statuts la situation réelle à savoir l'avance non réelle des fonds par la maman au moment de la constitution du capital. Le prêt n'est pas en effet sérieux puisqu'il a été remboursé un mois plus tard par un chèque de la société. De ce fait, les versements effectués à l'aide des fonds empruntés ne sont pas considérés comme valables puisqu'ils ont été immédiatement restitués après l'opération.

L'élément moral réside dans le fait que la fausse déclaration a été faite en connaissance de cause. **(1,5 points)**

B- Les infractions commises lors du démarrage d'activité de la société « SARL AM Bâtiments ».

- 1- Le délit d'escroquerie lors de l'achat du matériel par financement bancaire**

L'auteur de l'infraction : M. Ali et M. Mohamed

L'élément légal : l'article 291 du code pénal

L'élément matériel réside dans l'utilisation des moyens frauduleux pour obtenir la remise de fonds. En effet, les manœuvres ont consisté dans le fait d'avoir fourni à l'établissement de crédit des factures pro forma majorées (surévaluées) en vue de l'obtention d'un financement plus important.

La remise a été effective puisque l'établissement financier a bien avancé les fonds.

L'élément moral est également vérifié puisque l'infraction a été réalisée en connaissance de cause ce qui prouve que l'intention frauduleuse est bien présente. . **(2 points)**

2- Le délit d'abus de biens sociaux lors du remboursement du prêt.

L'auteur de l'infraction : M. Ali

L'élément légal : l'article 146 CSC

L'élément matériel consiste dans l'usage des biens contraire à l'intérêt de celle-ci. Cet usage a consisté dans le prélèvement sur les fonds de la société les sommes dues par M. Ali à titre personnel. La dette est ici une dette personnelle et l'usage des biens de la société a été fait dans un intérêt contraire à l'intérêt de la société dans un dessein personnel.

L'intention coupable est ici évidente puisque le règlement de la dette a été rémunéré par un chèque bancaire comptabilisé parmi les charges d'exploitation. . **(1,5 points)**

C- les infractions commises lors du fonctionnement de la société« SARL AM Bâtiments »

1- le délit de non désignation du CAC

L'auteur de l'infraction : M. Ali

L'élément matériel de l'infraction : Il s'agit d'une infraction matérielle qui consiste dans le fait de ne pas avoir désigné un commissaire aux comptes, dans la mesure où deux parmi les trois critères visés par l'article 13 du CSC sont atteints.

2- Le délit de non révélation de faits délictueux au procureur de la république

L'auteur de l'infraction : le commissaire aux comptes, M. Yassine

L'élément légal : l'article 271 CSC

L'élément matériel consiste dans le fait de ne pas avoir révélé au procureur de la république, alors qu'il en avait eu connaissance, les faits délictueux dont il a eu connaissance et concernant son mandat :

- L'abus des biens de la société, et autres faits délictueux cités,

l'absence de désignation d'un commissaire aux comptes conformément à la loi. **(1 point)**

D- Les infractions commises lors du fonctionnement de la société « SA AM Bâtiments »

1- Le délit d'abus de gestion et plus particulièrement d'abus de pouvoir.

L'auteur de l'infraction : M. Mohamed en sa qualité de représentant permanent de la société « SA Matériel et Construction »

L'élément légal : l'article 223 CSC

L'élément matériel réside dans le fait que des délais anormaux de paiements ont été imposées à la société « A AM Bâtiments ». En effet, le fait que M. Mohamed appartienne au conseil d'administration de la société en sa qualité de représentant permanent de la société « SA Matériel et Construction » pourrait amener le ministère public à le poursuivre pour délit d'abus de pouvoir. En effet, ce dernier abuse de sa fonction pour retarder le paiement de sa dette au détriment de la « SA AM Bâtiments » et ceci dans l'intérêt de la société qu'il préside.

L'élément moral semble être vérifié puisque M. Mohamed a agit de mauvaise foi étant donné que d'après les faits de l'espèce, il était furieux d'apprendre le mensonge dont il a été victime. **(1 point)**

2- Le délit d'établissement et de présentation de bilans inexacts

L'auteur de l'infraction : les membres du conseil d'administration de la société « SA AM Bâtiments »

L'élément légal de l'infraction : l'article 223 du CSC

L'élément matériel de l'infraction réside dans :

- l'établissement d'un bilan inexact avec la complicité du comptable de la société. En effet, le coefficient sur déboursés n'aurait pas dû passer de 15 à 25%. Cette augmentation a effectivement entraîné une majoration fictive des stocks.
- La majoration frauduleuse de la valeur de la machine en 2016,
- La comptabilisation de l'avoir comme produit de l'exercice 2017 majorant ainsi anormalement les résultats 2017,

Le bilan a été présenté à l'assemblée générale ordinaire.

L'élément moral est également vérifié étant donné que les bilans ont été établis en connaissance de cause afin de dissimuler la véritable situation de la société. **(2 points)**

E- Les infractions commises lors de la liquidation de la société

L'auteur de l'infraction : le liquidateur M. Mohamed.

L'élément légal : les articles 51 et 52 CSC

L'élément matériel réside dans les acquisitions illégales faites par le liquidateur. En effet, ce dernier a acquis une partie de l'actif de la société en liquidation, alors que cette acquisition est interdite par les dispositions du code des obligations et des contrats. Le liquidateur, commet, ce faisant un abus de biens sociaux et encourt une peine d'emprisonnement de un mois à 2 ans et d'une amende de 300 à 3000 lorsqu'il cède tout ou partie de l'actif de la société contrairement aux dispositions de la loi.

L'acquisition du matériel s'est faite également dans un intérêt personnel au liquidateur à savoir celui de sauver sa caution.

Par ailleurs, la jurisprudence décide que l'action civile d'un actionnaire est recevable dès lors que le liquidateur en sa qualité de mandataire doit répondre personnellement de ses agissements délictueux qui sont de nature à causer un préjudice direct non seulement à la société elle-même mais aussi aux associés ou actionnaires.

L'élément moral réside dans l'intention frauduleuse du liquidateur qui a agit de mauvaise foi afin de sauver sa caution. Elle résulte également du fait que l'acquisition du matériel s'est faite à sa valeur comptable. **(1 point)**

Corrigé indicatif Partie 2

a. **Préciser les conditions et modalités, prévues par la loi sur les procédures collectives en vigueur, qui sont à l'origine de la cession de la « STAP »? (1 point)**

La cession de la STAP est régie par les dispositions de loi n° 95-34 du 17 avril 1995, relative au redressement des entreprises en difficultés économiques, telle que modifiée par la loi n°2003-0078 du 29 décembre 2003. (0,125 pt)

Conditions et Bénéfice du régime de redressement d'entreprises en difficultés (0,125 pt)

En effet, selon l'article 3 de la loi 95-34, « Bénéficie de ce régime toute personne physique ou morale assujettie au régime d'imposition réel, exerçant une activité commerciale, industrielle ou artisanale, ainsi que les sociétés commerciales agricoles ou de pêche.

Ne bénéficie pas de ce régime toute entreprise qui, bien que solvable, s'abstient de payer ses dettes, ainsi que toute entreprise qui a cessé son activité depuis au moins un an.

Peut bénéficier de ce régime toute entreprise dont les pertes ont atteint la totalité des fonds propres ou ayant enregistré des pertes dépassant trois quarts de ses fonds propres sur trois années successives s'il se révèle au juge qu'il y a des chances sérieuses pour son redressement ».

Il est clair que les capitaux propres au 31 décembre 2013 sont de 1.000.000 DT, soit le tiers du capital social, et les pertes cumulées sont de 2.000.000 DT, ce qui explique la situation en difficulté économique et financière de la STAP.

C'est pourquoi la société est entrée dans la procédure de règlement amiable depuis 2014 puis sous la procédure de règlement judiciaire.

Le Règlement amiable :(0,125 pt)

Le règlement amiable a pour objectif la conclusion d'un accord amiable entre l'entreprise en difficultés économiques qui n'est pas en état de cessation de paiement et ses créanciers en vue de garantir la poursuite de son activité.

A cet effet, dès la réception de la demande, le président du tribunal décide l'ouverture de la procédure du règlement amiable, et désigne un conciliateur chargé d'amener à l'entente le débiteur et ses créanciers, dans un délai qui ne dépasse pas les trois mois prorogable d'un mois. Il peut assumer lui même cette mission.

Le président du tribunal peut, aussi, demander des informations sur la situation de l'entreprise auprès de toute administration ou établissement administratif ou financier et en particulier auprès de la commission de suivi des entreprises économiques, il peut, également, charger un expert en diagnostic de s'enquérir sur la véritable situation de l'entreprise. Il

transmet une copie de l'étude de diagnostic à la commission de suivi des entreprises économiques pour requérir obligatoirement son avis.

Selon les énoncés du sujet, la conclusion d'un accord à l'amiable n'aurait pas été possible, suite à un rapport remis par le conciliateur au président du tribunal qui aurait rejeté en conséquence la demande du règlement amiable, constaté que la STAP est en état de cessation de paiement de ses dettes, et ordonné l'ouverture de la procédure de règlement judiciaire et en informé la commission de suivi des entreprises économiques. (0,125pt)

Règlement judiciaire(0,125 pt)

En effet, suite à la réception de l'avis de la commission de suivi des entreprises économiques ou à l'expiration du délai qui est imparti à cette dernière pour donner son avis et au cas où il s'avère que la demande est fondée, le président du tribunal désigne, dans un délai ne dépassant pas les quinze jours, un juge commissaire auquel il confie le dossier et un administrateur judiciaire chargé de l'élaboration du plan de redressement dans un délai de trois mois renouvelables pour la même durée par décision du président du tribunal. Il peut, le cas échéant, désigner, également, un ou plusieurs experts en diagnostic pour s'enquérir sur la véritable situation économique, financière et sociale de l'entreprise en vue d'aider l'administrateur judiciaire dans l'élaboration du plan de redressement.

Le tribunal décide la poursuite de l'activité de l'entreprise, sur la base du rapport de l'administrateur judiciaire s'il s'avère que l'entreprise a des possibilités sérieuses de poursuivre son activité avec le maintien, en tout ou en partie, de l'emploi, et le paiement de ses dettes. La poursuite de l'activité de l'entreprise peut être accompagnée de la vente ou de la cession de certains de ses biens ou de ses branches d'activité.

Procédure de cession et poursuite d'activité (0,5 pt)

La cession de l'entreprise à un tiers, est une solution prévue par la loi 95-34. Elle est ordonnée par le juge, lorsque son redressement au sens des articles de 41 à 46 de la présente loi se révèle impossible et que sa cession constitue une garantie pour la poursuite de son activité ou le maintien de la totalité ou d'une partie des emplois et l'apurement de son passif. La cession peut concerner l'ensemble de l'entreprise ou une branche ou plusieurs branches complémentaires de son activité, avec la vente des biens non concernés par la cession. Le tribunal détermine les contrats en cours conclus avec l'entreprise et nécessaires à la poursuite de son activité, et ce, à la demande des soumissionnaires d'offres.

La décision de mise en cession doit être publiée par voie d'insertion au Journal Officiel de la République Tunisienne et par tout autre moyen décidé par le juge commissaire, et ce, dans les vingt jours suivant la prise de la décision.

Le tribunal fixe au contrôleur de l'exécution du plan un délai ne dépassant pas vingt jours à compter de la prise de sa décision approuvant le plan de redressement par cession de

l'entreprise à un tiers, et ce, pour établir le cahier des charges. Le cahier des charges est élaboré sous le contrôle du juge commissaire et mis à la disposition des soumissionnaires d'offres.

Le cahier des charges contient, notamment, l'indication de l'objet de la cession et des principaux biens et éléments de l'actif de l'entreprise, une description sommaire de sa situation, le nombre des salariés, leurs catégories professionnelles et l'énonciation des points suivants :

- L'entreprise sera assainie, lors de sa vente, de toutes les dettes et les inscriptions précédentes y compris celles qui sont privilégiées ;
- La propriété de l'entreprise est transférée au cessionnaire dès qu'il ait exécuté tous ses engagements et payé l'intégralité du prix.
- Le produit de la vente sera retenu au profit des créanciers.
- Les créanciers auront droit à agir individuellement, contre le débiteur, les cautions et les coobligés solidaires, pour la partie de leurs créances demeurée impayée.

Il indique, également, les garanties exigées pour s'assurer du sérieux des offres et les conditions de visite des locaux et lieux dans lesquels est exercée l'activité de l'entreprise ou la branche d'activité objet de la cession.

L'appel d'offres est publié dans un journal quotidien paraissant en Tunisie et par tout autre moyen jugé adéquat par le contrôleur de l'exécution, ainsi que par tout moyen ordonné par le juge commissaire, la publicité doit être effectuée dans un délai de vingt jours à compter de l'élaboration du cahier des charges.

Le soumissionnaire de l'offre doit indiquer dans son offre le nombre d'emplois qu'il compte conserver, son plan relatif au futur développement de l'emploi et des investissements. Le contrôleur de l'exécution transmet les offres qui lui parviennent au tribunal sans délai avec tous les éléments pouvant l'aider dans l'appréciation du bien-fondé de l'offre.

Le tribunal retient l'offre qui permet, le plus, d'assurer le maintien de l'emploi et le paiement des créances, et ce, dans les vingt jours suivant l'expiration du délai de présentation des offres. Le contrôleur de l'exécution notifie la décision du tribunal au soumissionnaire choisi et il procède à l'accomplissement des procédures de cession dans les plus brefs délais et, dans tous les cas, dans un délai ne dépassant pas un mois à compter du choix de l'offre. Le cessionnaire doit payer le prix de cession dans le délai prévu au cahier des charges, et à défaut, il est réputé fol enchérisseur. Il résulte de la folle enchère la reprise de la procédure d'appel d'offres et de choix d'une nouvelle offre, sauf si le tribunal décide de choisir le cessionnaire parmi les précédents soumissionnaires.

Le cessionnaire ne peut demander la résolution de la cession pour vices cachés ou erreur, il peut demander l'annulation s'il prouve l'existence d'un dol qui a eu un effet substantiel sur son consentement à l'achat.

Par dérogation aux dispositions de l'article 292 du code de droits réels, l'entreprise sera assainie, lors de sa vente, de toutes les dettes et les inscriptions précédentes y compris celles qui sont privilégiées ; la propriété de l'entreprise est transférée au cessionnaire dès qu'il ait exécuté tous ses engagements et payé l'intégralité du prix. Le produit de la vente sera retenu au profit des créanciers. Les créanciers auront droit à agir individuellement, contre le débiteur, les cautions et les coobligés solidaires, pour la partie de leurs créances demeurée impayée. Pour les contrats en cours dont le tribunal a ordonné la continuation de l'exécution, le cessionnaire est subrogé au cocontractant cédé dans ses droits et obligations acquis ou devenus exigibles à partir de la date de cession.

Le dirigeant de l'entreprise objet de la cession, son conjoint, ses ascendants et descendants, ses parents jusqu'au deuxième degré et ses alliés ne peuvent, ni directement ni par personne interposée, présenter une offre d'achat de l'entreprise.

Le commissaire à l'exécution procède, en l'absence de contestations, à la distribution du produit du prix, aux créanciers dans un délai d'un mois. Dans le cas contraire, les dispositions des articles 464 et suivants du code de procédure civile et commerciale seront appliquées.

b. Préciser la solution légale ainsi que les modalités de réalisation de la seconde augmentation du capital en l'absence d'un rapport du commissaire aux comptes ?
(2 pts)

La STAP est une SARL et par conséquent, la première augmentation du capital en numéraire au profit du promoteur le Gérant, et en dépit de la renonciation des autres associés à son profit, ne nécessite aucun rapport spécial du commissaire aux comptes (art 131 et suivant du CSC ne prévoient pas de rapport spécial du CAC d'une SARL). (0,25 pt)

Pour la seconde augmentation du capital en numéraire du 30/6/2017, réservée aux SICAR, il y a lieu d'envisager deux hypothèses :

- Si la forme de la société n'a pas été transformée en une SA, dans ce cas l'augmentation sera régie par les dispositions des art 131 et suivants du CSC pour une SARL. Les étapes à observer sont :
 - Convocation par le Gérant d'une AGE pour augmenter le capital
 - Décision à la majorité des $\frac{3}{4}$ au moins du capital de la décision d'augmentation du capital en numéraire au profit des SICAR (sans qu'aucun rapport spécial du CAC n'est prévu par le CSC). La décision d'augmentation peut être prise, si les statuts le prévoit) selon les conditions de quorum (50% au moins des parts sociales sinon et en absence de ce quorum, le 1/3 au moins), avec la majorité de 2/3 des associés présents ou représentés (dispositions de l'art 131 du CSC).
 - Dépôt des fonds dans un compte bloqué
 - Enregistrement du PV de l'AGE
 - Dépôt du PV au RC
 - Publication au JORT et deux journaux de l'augmentation du capital

- Si la STAP a été au préalable, transformée en une société anonyme, l'augmentation du capital peut être envisagée sans rapport spécial du CAC, prévu par l'art 300 du CSC.

L'Article 300 du CSC : L'assemblée générale extraordinaire qui décide ou autorise une augmentation du capital social peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation du capital ou pour une ou plusieurs parties de cette augmentation. Elle approuve, obligatoirement et à peine de nullité de l'augmentation, le rapport du conseil d'administration ou du directoire et celui des commissaires aux comptes relatif à l'augmentation du capital et à la suppression dudit droit préférentiel.

Pour éviter de présenter un rapport du commissaire aux comptes au niveau de la seconde augmentation du capital, il y a lieu de vérifier et de mettre en application les conditions suivantes (1,5 pt):

- Prévoir lors de l'AGE la possibilité aux anciens actionnaires d'exercer leur droit préférentiel de souscription dans le délai prévu à l'AGE (sans être inférieur à 15 jours)
- Publier une notice au JORT et deux quotidiens dont l'un en langue arabe pour informer les actionnaires de ce droit
- Prévoir à l'AGE qu'en cas d'actions non souscrites par les anciens actionnaires, les tirs peuvent les souscrire (SICAR).

A titre indicatif, les articles **296 à 299 du CSC** prévoient :

Le droit préférentiel de souscription est régi par les articles 296 et 297 du CSC, ce droit est réservé à tout actionnaire par l'article 296 du CSC, sauf renonciation expresse à titre individuel des actionnaires.

L'article 296 du CSC : « *Les actionnaires ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation du capital. Toute clause contraire est réputée non avenue ;* .
Pendant la durée de la souscription, le droit préférentiel de souscription est négociable lorsqu'il est détaché des actions elles mêmes négociables.
Dans le cas contraire, le droit préférentiel est cessible dans les mêmes conditions prévues pour l'action elle même.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. »

Selon l'article 297 du CSC : « *Si certains actionnaires n'ont pas souscrit les actions pour lesquelles l'article précédent leur donnait un droit de préférence, les actions ainsi non souscrites seront attribuées aux actionnaires qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement à leurs parts dans le capital, et dans la limite de leurs demandes. »*

En outre, **l'Article 298 prévoit que** : « *Si les souscriptions réalisées n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital social :*

1) le montant de l'augmentation du capital social peut être limité au montant des souscriptions sous la double condition que celui ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté ait été prévue expressément par l'assemblée générale extraordinaire qui a décidé ladite augmentation.

2) les actions non souscrites peuvent être totalement ou partiellement redistribuées entre les actionnaires, à moins que l'assemblée générale extraordinaire en ait décidé autrement.

3) les actions non souscrites peuvent être offertes au public totalement ou partiellement, lorsque l'assemblée

générale extraordinaire a expressément admis cette possibilité. »

Par ailleurs, **l'article 299 du CSC** donne la possibilité au conseil d'administration ou au directoire « *d'utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues à l'article 298 du présent code ou certaines d'entre elles seulement.* »

Les conditions juridiques de la transformation de la forme juridique la STAP en société anonyme (0,25 pt)

Pour se conformer aux exigences des SICAR's qui conditionnent leur participation qu'aux sociétés anonymes, il est possible de prévoir cette transformation, avant ou même après l'augmentation du capital.

Pour la STAP, il y a lieu de procéder aux étapes suivantes :

- Evaluation de la société par un expert désigné par le tribunal de 1^{ère} instance suite à une ordonnance sur requête.
- Rapport du gérant sur l'augmentation du capital ;
- Rapport spécial du commissaire aux comptes ;
- Assemblée générale extraordinaire pour approuver le rapport du gérant sur la transformation envisagée, le rapport du commissaire aux comptes, retenir des valeurs d'apport, le nouveau capital social, la valeur nominale des actions le composant et la parité d'échange entre les parts sociales et les nouvelles actions.
- AGE pour approuver les nouveaux statuts ;
- Election des membres du conseil d'administration ;
- Veiller à un nombre d'actionnaires au moins égal à 7 : procéder éventuellement des cessions à de nouveaux actionnaires avec l'accord des associés ;
- Election du PDG ou du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général .

3. Se prononcer sur les désignations des commissaires aux comptes en précisant la validité de l'activité exercée par Mr Jacques en Tunisie, sachant qu'il est titulaire d'une attestation de dépôt de déclaration auprès de l'A.P.I pour l'exercice de l'activité de Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion ? (2 pts)

3-1- Pour Mr Jacques

La loi n°88-108 du 18 août 1988 portant refonte de la législation relative à la profession d'expert comptable prévoit dans son **article 15** que : « *Les ressortissants des pays étrangers peuvent être autorisés à exercer en Tunisie la profession d'expert comptable si une convention ou un accord a été passé à cet effet avec le pays auquel ils ressortissent. Pour pouvoir être autorisés à exercer en Tunisie, les professionnels étrangers doivent justifier :*

1) D'un séjour préalable en Tunisie, fixé par la convention ou l'accord sus-visé, dans la limite de cinq années.

2) De titres équivalents aux diplômes exigés des professionnels tunisiens. Ces titres sont fixés après avis de la commission d'équivalence compétence relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

L'autorisation est accordée, après avis du conseil de l'ordre, par décision du ministre des finances, en accord avec le ministre des affaires étrangères.

Dans les mêmes conditions de réciprocité, les sociétés étrangères ainsi que les professionnels étrangers ne possédant pas de résidence habituelle en Tunisie peuvent bénéficier de l'autorisation d'exercer sous réserve qu'ils fournissent en Tunisie des garanties jugées

équivalentes à celles exigées des sociétés et professionnels tunisiens. Pour les sociétés, l'autorisation préalable est également nécessaire à leurs délégués accrédités nommément désignés.

Les droits attribués et les obligations imposées aux membres de l'ordre s'étendent aux sociétés et professionnels étrangers. Toutefois, les professionnels étrangers ne sont pas membres de l'ordre et ils ne peuvent voter ni être élus dans les conseils ou les assemblées générales de l'ordre.

Sont soumises aux dispositions du présent article, les sociétés dans lesquelles des ressortissants étrangers détiennent personnellement ou par personne interposée la majorité des parts sociales ou qui choisissent parmi ceux-ci soit leur président, soit leur directeur général, soit la majorité de leurs gérants ou fondés de pouvoir. » (0, 25 pt)

En conséquence, Mr Jacques a le droit d'exercer l'activité de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion en vertu de l'attestation de dépôt de déclaration qui lui est délivrée par l'A.P.I, à condition de respecter l'objet autorisé.

La mission d'assistance à l'élaboration et le visa d'un business plan et de recherche de fonds pour le financement du projet d'extension, ainsi que celle d'assistance à l'inventaire physique des immobilisations et d'apurement des comptes y afférents peuvent s'écarter de l'objet autorisé. **(0,25 pt)**

De même, la mission d'audit des comptes d'immobilisations est une mission d'audit contractuel qui relève donc du monopole des experts comptables et ne peut être exercée par Mr Jacques en Tunisie. **(0,25 pt)**

Concernant la mission de commissariat aux comptes qui est confiée à Mr Jacques :l'art 16 de la même loi stipule : « *Exerce la fonction de commissaire aux comptes, au sens de la présente loi, celui qui en son propre nom et sous sa propre responsabilité atteste la sincérité et la régularité des comptes des sociétés en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. »*

En vertu de **l'article 17** qui stipule : « *Sous réserve des dispositions légales et réglementaires contraires....., nul ne peut exercer la fonction de commissaire aux comptes s'il n'est inscrit, en qualité de membre, au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie. » (0,25 pt)*

En conséquence, Mr Jacques, n'étant pas membre de l'Ordre, n'a pas le droit d'être désigné commissaire aux comptes de la société SCOP pour les exercices 2017, 2018 et 2019, son acceptation de cette mission constitue un exercice illégal de la profession. (0, 25 point)

En outre, l'exercice illégal est sanctionné pénalement par **l'article 159 du code pénal** : « *Est puni de deux ans d'emprisonnement et deux cent quarante dinars d'amende, quiconque aura publiquement porté, indûment, un costume, un uniforme officiel ou une décoration.*

Encourt les mêmes peines, quiconque se sera attribué, indûment, dans des appels au public ou des actes officiels, des titres ou des décorations. » (0,25 pt)

2- Mr Khaled est commissaire aux comptes de la STAP depuis sa création en 2006. Il pourrait s'agir d'une atteinte à la rotation s'agissant du 4^{ème} mandat consécutif, à conditions que la STAP soit soumise à l'obligation de désigner un commissaire aux comptes membre de l'ordre (2 parmi 3 critères), auquel cas le mandat 2015, 2016 et 2017 qui lui est confié n'est pas légal (article 13 bis du CSC). **(0,25 pt)**

3- Mr Moncef, commissaire aux comptes de STRI au titre du mandat 2017-18-19, société mère de la société STAP, doit être un expert comptable membre de l'ordre des experts comptables de Tunisie. **(0,125 pt)**

Mr Moncef, a été désigné commissaire aux comptes de STAP au titre du mandat 2018-19-20, et sa nomination est régulière si elle a été faite par l'AGO ayant statué sur les comptes de 2017. Par contre et dans le cas contraire, sa nomination devient non régulière et avant que le mandat du prédécesseur ne soit achevé (2015-2016-2017). En outre la STAP, société mère de la société SCOP et filiale de la STRI, son commissaire aux comptes doit être aussi un expert comptable membre de l'ordre des experts comptables de Tunisie. **(0,125 pt)**

4. Indépendamment de la validité de leur désignation, présenter, au titre de l'exercice 2017, les diligences éventuelles à accomplir par chacun des commissaires aux comptes des sociétés STRI, STAP et SCOP et le contenu éventuel du rapport spécial à présenter par chaque CAC ? (5pt)

Diligences des commissaires aux comptes : (2,25 pts)

Diligences du commissaire aux comptes de la STAP SARL : (1 pt)

(0,125 pt par diligence avec un total max de 1 pt)

- Lettre de direction pour inviter la gérance à transformer la forme juridique de la société de SARL en SA ;
- Examiner le rapport du commissaire aux comptes et les formalités juridiques de transformation ainsi que les évaluations et établir un rapport spécial de commissariat aux comptes ;
- Si la STAP est dans l'obligation de désigner un membre de l'ordre depuis la création, exiger de désigner un commissaire aux comptes autre que Mr Khaled pour les exercices 2015, 2016 et 2017,
- Faire les diligences nécessaires à l'acceptation du mandat (acceptation et information de l'OECT);
- Contrôler la comptabilité des valeurs mobilières au titre de l'exercice 2017;
- Faire les diligences nécessaires à l'acceptation du mandat 2018, 2019 et 2020 (acceptation et information de l'OECT)
- Contrôler la comptabilité des valeurs mobilières au titre des exercices 2018, 2019 et 2020;
- Révélation au procureur de la république (Voir ci-dessous conventions) et mention dans le rapport général
- Lettre de direction (non notée)

Diligences du commissaire aux comptes de la STRI SARL: (0,75pt)

(0,125 pt par diligence avec un total max de 0,75 pt)

- Exiger la transformation de la forme juridique de la société de SARL en SA (société mère) ;
- Réaliser les diligences de contrôle de la transformation de la SARL en SA et établir un rapport spécial ;
- Contrôler les états financiers annuels de la société et établir un rapport général de commissariat aux comptes ;
- Contrôler les conventions réglementées et la rémunération du dirigeant et établir un rapport spécial de commissariat aux comptes.
- Procéder au contrôle des états financiers consolidés, se faire communiquer les rapports de commissariat aux comptes des sociétés appartenant au groupe et établir un rapport d'audit de ces états financiers consolidés et sur le rapport de gestion du groupe ;

- Vérifier la comptabilité des valeurs mobilières et en faire une mention au rapport général ;
- Lettre de direction (non notée)

Diligences du commissaire aux comptes de la SCOP SARL(0,5 pt)

(0,125 pt par diligence avec un total max de 0,5 pt)

- Veiller à la nomination d'un commissaire aux comptes autre que Mr Jacques ;
- Faire les diligences nécessaires à l'acceptation de la mission de commissariat et en informer l'O.ECT ou la Compagnie Nationale de Comptables ;
- Contrôler les comptes de l'exercice 2017 et établir un rapport général de commissariat aux comptes;
- Contrôler les conventions réglementées et établir un rapport spécial de commissariat aux comptes à l'attention de l'assemblée ;
- Révélation au procureur de la république (Voir ci-dessous conventions) et mention au rapport général.
- Lettre de direction.

Conventions réglementées et contenu des rapports des CAC: (2,75 pts)

Description de l'opération	SCOP SARL	STAP SARL
<p>a.1. Prêt octroyé par la SCOP à son Gérant et dirigeant de la STAP. Solde du compte courant au 31.12.2017 : 50.000 dinars (0,25 pt détaillé dans les colonnes suivantes)</p>	<p>-Convention interdite (art 116 du CSC) Irrégularité à mentionner par le commissaire aux comptes dans son rapport général, Et Révélation au Procureur de la république (0,25 pt)</p>	
<p>a.2. Prêt octroyé par la SCOP à la STAP. solde du compte courant au 31.12.2017 : 500.000 dinars (0,25 pt détaillé dans les colonnes suivantes)</p>	<p>-Art 115 du CSC : Convention réglementée devant être mentionnée par le commissaire aux comptes dans son rapport spécial et soumise à l'approbation éventuelle de l'assemblée générale ordinaire. (0,125 pt)</p>	<p>-Art 475 du CSC : Convention réglementée entre deux sociétés appartenant à un groupe de sociétés et ayant des dirigeants communs : doit être soumise à la procédure spécifique de contrôle des commissaires aux comptes de chacune des deux sociétés et approuvée par l'assemblée générale de chaque société (0,125 pt)</p>
<p>b. La SCOP a un endettement envers son principal fournisseur, la « STAP », s'élevant à 1.300.000 dinars ; (0,5 pt)</p>	<p>-Art 115 : Même si elle est courante, cette opération est une convention réglementée qui doit être mentionnée par le commissaire aux comptes dans son rapport spécial à l'attention de l'assemblée générale en vue d'approbation éventuelle. (0,25 pt)</p>	<p>- art 475 : Opération courante entre deux sociétés appartenant à un groupe de sociétés et ayant des dirigeants communs, donc convention libre non soumise à la procédure spécifique de contrôle, sauf si les conditions sont anormales : dans ce cas convention réglementée devant être approuvée par l'assemblée générale ordinaire de chacune des deux sociétés sur la base du</p>

		rapport spécial du commissaire aux comptes de chaque société (0,25 pt)
c. La SCOP importait des produits, pour le compte de la « STAP », le solde du compte client atteignait 1.400.000 dinars ; (0,5 pt détaillé dans les colonnes suivantes)	-Art 115 : Même si elle est courante, cette opération est une convention réglementée au sens de cet art et doit par conséquent être mentionnée par le commissaire aux comptes dans son rapport spécial à l'attention de l'assemblée générale en vue d'approbation éventuelle. (0,25 pt)	- Art 475 : Opération courante entre deux sociétés appartenant à un groupe de sociétés et ayant des dirigeants communs, donc convention libre non soumise à la procédure spécifique de contrôle prévue par cet article, sauf si les conditions sont anormales : dans ce cas, convention réglementée devant être approuvée par l'assemblée générale de chaque société sur la base du rapport spécial du commissaire aux comptes de chaque société (0,25 pt)
d. La SCOP a décidé, lors de son assemblée générale réunie en 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016, de distribuer des dividendes ; (0,5 pt détaillé dans les colonnes suivantes).	RAS	RAS (information aux parties liées)
e. Rachat par le Gérant de la SCOP et dirigeant de la STAP de la participation de la STAP dans le capital de la SCOP à sa valeur nominale. (0,5 pt détaillé dans les colonnes suivantes)	- Mise à jour du registre des associés (0,25 pt)	-Art 200 CSC : Convention réglementée devant être soumise au contrôle du commissaire aux comptes qui la mentionnera dans son rapport spécial à l'attention de l'assemblée en vue d'approbation éventuelle. Autorisation préalable du conseil d'administration. Contrôler si le prix de cession est évalué à sa juste valeur. Puisque la société est bénéficiaire (distribution de dividendes au titre de l'exercice 2016), le prix de cession risque de s'avérer minoré, sauf si la société, après distribution des dividendes, n'a plus de réserves et de plus values latentes. Dans le cas contraire, risque d'abus de biens sociaux, avec mention dans le rapport général et éventuelle révélation au procureur de la république, lettre de direction aux dirigeants de la société (0,25 pt)

Total :	2,5 pt	1,125 pt	1,125 pt
----------------	---------------	-----------------	-----------------

Contenu du rapport spécial : (0,25 pt)

MODELE DE RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE

AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Messieurs les actionnaires (ou associés) de la société STAP / STRI (SCOP)

En application de l'article 200 (ou 115) et suivants et l'article 475, du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fin, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement réalisées (autres que les rémunérations des dirigeants)

Votre Conseil d'Administration (Votre Gérant) nous a tenus informés des conventions et opérations suivantes nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2017 :

- xxx
- yyy
- zzz

B- Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants) :

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2017 dont voici les principaux volumes réalisés :

- xxx
- yyy

- ZZZ

C-Obligations et engagements de la société envers les dirigeants : (pour la STAP SA et la STRI SA)

C.1- Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

- La rémunération du Président Directeur Général est fixée par décision du Conseil d'Administration du Cette rémunération est composée de

C.2- Les obligations et engagements de la société STAP SA ou STRI SA Envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31 Décembre N, e présentent comme suit (en DT) :

	P.D.G	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/N
Avantages à court terme		
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paievements en actions		
TOTAL		

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 (ou 115) et suivants et 475 du code des sociétés commerciales.

Le Commissaire aux Comptes

Lieu, date et signature